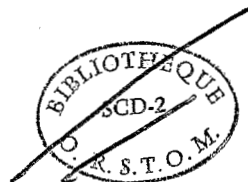


- 7 JANV 1969

H. RAULIN

**LE DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE  
EN COTE D'IVOIRE**



ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 28 101

Cote : B

- 7 JANV 1969

## LE DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE EN COTE-D'IVOIRE

Ce rapport sur le droit de la famille en Côte-d'Ivoire a été établi à l'intention de l'Unesco, sous la responsabilité de l'Association internationale des Sciences juridiques et plus particulièrement de M. le Premier Président de la Cour suprême du Sénégal.

Cette étude devait se ramener essentiellement, en partant du passé, à décrire les modifications que ce droit avait subies pendant la période coloniale, à rechercher quelles modifications et quels ajustements lui avaient été apportés et pourraient lui être apportés éventuellement, afin de favoriser le développement économique et social.

En ce qui concerne la Côte-d'Ivoire, le processus du développement économique est parvenu à un stade plus avancé que partout ailleurs en Afrique Occidentale. Cette situation a entraîné l'élaboration d'un ensemble de lois destinées à ajuster les conditions sociales aux nécessités du progrès économique.

Un véritable droit civil, s'inspirant du Code civil français a été établi : les lois qui le définissent, au nombre de dix, ont été adoptées par l'Assemblée nationale le 7 octobre 1964 (Journal officiel de la République de Côte-d'Ivoire, 27 octobre 1964). La date de prise d'effet de ces différentes lois a été fixée par décret du 8 décembre 1964 (J.O.R.C.I. du 17 décembre 1964) à ce même jour, sauf exception mineure.

Le cadre des lois promulguées constituera le plan de l'exposé; leur contenu sera étudié en considération des formes coutumières qu'elles ont pour objet de remplacer et auxquelles elles s'opposent dans certains cas. Toutefois, avant de procéder à cette analyse, il importe d'exposer et de comprendre les raisons de l'adoption d'un code civil qui rompt aussi radicalement avec les traditions et les coutumes des populations ivoiriennes.

Il est difficile de dénombrer avec précision les groupes ethniques qui se situent, au moins en partie, sur le territoire de la République de Côte-d'Ivoire.

Le nombre des dialectes parlés est approximativement d'une soixantaine et l'on pourrait trouver des différences de coutumes d'un groupe à un autre. En regroupant le moins arbitrairement possible le nombre des populations de Côte-d'Ivoire, on ne pourrait descendre au-dessous de quatre, chiffre irréductible, si on veut tenir compte de leur culture, de leur



O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 28 201

Cote : B

origine, de leurs institutions, de leurs structures, qui sont essentiellement différentes.

L'administration coloniale avait, pour diverses raisons, sinon respecté, du moins conservé l'ensemble de ces coutumes et traditions. La plupart des affaires relevant du droit des personnes étaient jugées devant les tribunaux coutumiers. Les jugements étaient rendus en fonction d'usages censés être demeurés immuables depuis leur origine. En réalité, les faits sociaux avaient considérablement évolué avec l'exploitation de type colonial et l'introduction de l'économie de marché.

Lorsque la Côte-d'Ivoire a accédé à l'indépendance, il lui a fallu s'organiser en tant qu'État, c'est-à-dire se donner une constitution et des institutions et, plus particulièrement, adapter le Droit des personnes et de la famille, le législateur ivoirien se trouvait devant une situation délicate : une minorité de personnes étaient justiciables du Droit civil français, alors que la quasi-totalité de la population était régie par le droit coutumier.

La codification de ces coutumes, trop différentes pour être unifiées, avait été vainement entreprise : leur maintien était incompatible avec l'unité du pays et ses projets de modernisation. Leur diversité allait à l'encontre des principes affirmés par la constitution : elles ne respectaient pas l'égalité des citoyens devant la loi, ni celle des sexes, les femmes conservant toute leur vie un statut de mineure. D'autre part, une préoccupation majeure poussait les Ivoiriens à adopter des textes qui permettent de combler le fossé entre les coutumes traitant du droit des personnes et le niveau économique de la société, considéré dans l'avenir plus encore que dans le présent. L'adoption implicite de la théorie selon laquelle les faits économiques déterminent les faits sociaux, fait du Code civil ivoirien un acte révolutionnaire. L'esprit qui a présidé à l'élaboration de ces lois est celui d'une synthèse entre le Droit des pays occidentaux, plus précisément celui du Code civil français, et le Droit spécifique issu du contexte ivoirien. Davantage que certaines traditions locales qu'il eût été possible de conserver, c'est le sentiment de tolérance propre à la société ivoirienne qui a imprimé sa marque originale sur cet ensemble de lois. Sauf deux exceptions, aucune sanction n'est prévue pour accélérer son application : à côté du secteur nouveau ainsi créé, il y a toujours place pour ceux qui préfèrent, soit par ignorance, soit délibérément, conserver leur statut traditionnel. La seule pression envisagée est celle des faits, administratifs, économiques et sociaux. L'éducation par la voie de la scolarité et de l'information de masse, constitue les meilleurs moyens de faire respecter l'application de la loi que n'importe quelle sanction. En cela aussi le Code civil ivoirien est original et novateur. Il lui reste à faire la preuve de son efficacité.

Le présent rapport est rédigé un peu plus d'un an après la date d'application des lois constituant la première partie du Code civil ivoirien. Il est encore trop tôt pour porter une appréciation sur son inscription

dans les faits; ce n'est que dans quelques années qu'il sera possible de juger de son réalisme. Il était seulement possible de procéder au sondage d'une partie de la population ivoirienne en vue de rendre compte de son acceptation ou de son refus de principe. L'enquête devait porter sur un double plan : d'une part sur un certain nombre de milieux sociaux : intellectuels, fonctionnaires étudiants, chefs traditionnels, dirigeants gouvernementaux, responsables politiques; d'autre part sur l'ensemble des groupes ethniques de la Côte-d'Ivoire. S'il n'a pas été possible de les contacter tous, des sondages ont pu être effectués dans plusieurs des ethnies qui constituent chacun des quatre grands groupes de populations qui se partagent le territoire. Les traits essentiels de ces groupes peuvent, en ce qui concerne notre propos, s'exprimer par leurs croyances religieuses, leur structure sociale, caractérisée par le mode de transmission de la succession et par l'importance monétaire de la compensation matrimoniale (voir tableau ci-dessous).

Groupes de populations et principales ethnies	Croyances relig.	Structures sociales		Montant le la com- pensation matrimon.
		Mode de success.	Clan patronym.	
Populations forestières à l'ouest du Bandama * : Dida, Godié Krou, Neyau, Bété, Wolé, Gué- ré, Dan, Gouro	Animisme et cultes synchrétiq.	Patri- linéaire	non	très élevé
Populations forestières à l'est du Bandama : Agni, Baoulé, Attié, Aladian, Abouré	Animisme Christian.	Matri- linéaire	non	symbol.
Populations des savanes boisées du Nord-Ouest et du Centre Est : Maou, Malinké, Dioula	Islam	Patri- linéaire	oui	peu élevé
Populations des savanes du cen- tre Nord et du Nord-Est : Senoufo, Tagouana, Lobi, Kou- lango	Animisme début d'islamisé.	Matri- linéaire Patri- linéaire	oui	peu élevé

\* Le Bandama est un fleuve qui coule du Nord au Sud et qui partage la Côte-d'Ivoire en deux. Dans la zone forestière il correspond à une frontière ethnique et culturelle qui souffre quelques exceptions; à l'Ouest les Yaouré se rattachent aux Baoulé; les Abé, bien que situés à l'Est du fleuve sont patrilinéaires.

Cette enquête ne pouvait être pertinente que si la diffusion de l'information concernant le nouveau droit civil avait été exhaustive. Sans qu'elle puisse prétendre à ce caractère, il n'en demeure pas moins que les nou-

velles lois ont eu une publicité très large, tant par la voie de la radio, du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) section ivoirienne du RDA, des organes de presse du Parti (Fraternité Matin-Fraternité) que par les tournées des administrateurs (préfets et sous-préfets) et des magistrats. Si bien rares étaient les personnes qui n'avaient jamais entendu parler de ces nouvelles lois, en revanche, il ne semble pas que leur contenu ait été partout parfaitement enregistré et compris. Si l'on considère que dans l'ensemble l'information a été presque uniquement verbale, les résultats obtenus ont cependant été plus que satisfaisants. L'avalanche de questions auxquelles, dans certains villages, était soumis l'enquêteur montrait les préoccupations des intéressés, leurs besoins de précision et la nécessité de leur fournir des éléments d'information très sûrs, mais néanmoins à la portée de leur compréhension. Disons tout de suite que la brochure publiée par l'Association des femmes ivoiriennes, sous le contrôle et avec l'autorisation du ministère de la Justice, est à même de leur procurer tous les renseignements qu'ils souhaitent obtenir. Elle leur fournit aussi une base de discussions qui facilitera la prise de conscience des conséquences de nouvelle juridiction proposée par le PDCI, votée par l'Assemblée nationale et promulguée par le président de la République de Côte-d'Ivoire.

### Loi n° 64 373 relative au nom (14 articles)

*Article premier* : « Toute personne doit avoir un nom patronymique et un ou plusieurs prénoms. » Les populations de toute la zone forestière sont caractérisées par l'absence de transmission du nom de l'ancêtre fondateur du groupe. Dans la plus grande partie des populations, l'enfant prend le nom de son père auquel on ajoute le nom local donné à la naissance et souvent un prénom biblique. A chaque génération le nom d'un membre d'un lignage change : le nom du grand-père n'est jamais transmis à ses petits-enfants. Dans la société traditionnelle, les liens de parenté étaient si contraignants qu'il n'était pas nécessaire de s'appuyer sur la transmission du nom pour les perpétuer. Dans certains groupes, l'imposition du nom est plus compliquée. « Il y a trois séries de noms, c'est-à-dire que chaque Abouré, à quelques exceptions près, porte trois noms... : nom propre individuel... nom numérique de naissance... nom rituel... Il est rare que le fils porte le même nom que le père, mais l'influence du système européen favorise cette tendance dans les centres urbains. Ces noms du nouveau système n'existent que sur les papiers officiels d'identité : en fait, l'ancien système n'est pas encore mort. » (Niangoran-Bouah. Les Abouré, une société lagunaire de Côte-d'Ivoire. *Annales de l'Université d'Abidjan*, n° 1, 1965, p. 138-139). Par contre, les populations des savanes du Nord, qu'elles soient islamisées, comme les Malinké, ou animistes comme les Sénoufo, les Tagouana et les Lobi, portent des noms de clans qui consti-

tuent de véritables patronymes. Il n'y aurait donc apparemment aucun inconvénient pour les populations du Nord à respecter la loi, puisque leur structure sociale fait qu'elle leur permet de l'observer a priori. Certaines difficultés pourraient se présenter cependant, notamment chez les Sénoufo, en ce qui concerne l'état civil.

En effet lorsque des membres de cette ethnie, animiste à l'origine, se convertissent à l'Islam, un système de concordance entre les noms de clans sénoufo et les noms de clans malinké leur attribue un patronyme correspondant. Par exemple les membres du clan des chefs, Soro, prennent le nom de Coulibaby. Or, d'après la loi « nul ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance » (article 11). Peut-on interpréter l'article suivant comme ouvrant la porte à l'adjonction d'un « surnom ou pseudonyme, aux noms et prénoms réguliers » ?

Les principales autres dispositions de la loi stipulent que la femme mariée prend le nom de son mari : elle en perd l'usage en cas de divorce. L'enfant né dans le mariage porte le nom de son père. L'enfant né hors mariage porte le nom de son père si la filiation à l'égard de celui-ci est établie. Dans le cas contraire ou s'il a fait l'objet d'un désaveu de paternité, il porte le nom de sa mère.

D'une manière générale, il ne semble pas que l'adoption d'un nom patronymique soulève en Côte-d'Ivoire des difficultés majeures. Cependant le choix de ce nom par les membres d'une famille risque de retarder l'application de la loi, puisqu'on peut opter entre le nom actuel d'un chef de famille ou celui d'un ascendant commun aux membres d'une même famille. Il apparaît que cette décision est lourde de sens dans tous les groupes où l'imposition du nom d'un nouveau-né constitue déjà un acte extrêmement important.

En ce qui concerne l'application de la loi relative à l'état civil, les naissances survenues et les mariages traditionnels contractés avant son entrée en vigueur, doivent être déclarés à l'État civil, à moins qu'un jugement supplétif n'ait été prononcé et transcrit sur les registres.

Ces déclarations doivent être faites, sous peine d'une forte amende, avant le 31 décembre 1966.

Naissances et décès survenus depuis l'entrée en vigueur de la loi doivent être déclarés dans les quinze jours, également sous peine d'amende.

Le législateur ivoirien a prévu des sanctions pour les cas de non-déclaration de naissance et de décès, car l'État qui a la charge de diriger les affaires publiques doit pouvoir s'appuyer sur des documents précis pour connaître le mouvement de la population.

Il insiste pour que les mariages traditionnels, donc polygamiques, contractés antérieurement à la loi, soient légalisés. Par contre, aucune sanction ne joue en ce qui concerne les déclarations des mariages contractés depuis l'application de la loi. Le législateur, s'il n'autorise pas

légalement la polygamie, ne réprime pas la polygamie traditionnelle, au moins dans une période transitoire.

### **Loi n° 64 375 relative au mariage (100 articles)**

*Chapitre premier* : Des conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

Paragraphe premier : Des conditions à réunir dans la personne des époux.

Article premier : L'homme avant vingt ans révolus, la femme avant dix-huit ans révolus, ne peuvent contracter mariage...

Article 2 : Nul ne peut contracter un nouveau mariage avant la dissolution du précédent...

Article 3 : Chacun des futurs époux doit consentir personnellement au mariage...

Article 4 : L'homme et la femme majeurs consentent seuls à leur mariage.

Pour qui connaît les coutumes matrimoniales des populations de l'Afrique Noire et notamment de celles de Côte-d'Ivoire, ces conditions apparaissent en contradiction totale avec les aspirations et les comportements de la majeure partie de ses habitants.

L'article premier ne soulève vraisemblablement aucun problème en ce qui concerne l'âge au mariage des hommes car la polygamie, qui est la règle quasi générale, aboutit à repousser jusqu'à vingt-cinq ou trente ans celui des jeunes hommes (1).

En contrepartie, la femme africaine doit arriver très jeune au mariage (2).

Dans l'ensemble de la Côte-d'Ivoire, l'âge moyen des filles au moment du mariage est très proche de 15 ans. On ne saurait être plus précis dans la mesure où personne, en dehors des évolués, ne connaît l'âge de ses enfants avec précision. Bien entendu, l'avis de la fillette ne compte pas dans le choix de l'époux et ce sont les parents qui sont seuls juges en la matière.

Le législateur ivoirien a voulu que la jeune fille puisse choisir elle-

(1) Dans trois villages goura, par exemple, nous avons calculé que plus de 30 % des hommes de 25 ans et au-delà n'étaient pas mariés, certains d'un âge très avancé (Meillassoux. *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*. Mouton, Paris, La Haye, 1964, p. 208).

Comme je m'étonnais du nombre élevé d'hommes adultes célibataires dans chaque village, les Bété m'ont assuré qu'il en avait toujours été ainsi... Leurs pères, à les en croire, se mariaient tard, guère avant trente ans Denise PAULME, (*Une société de Côte-d'Ivoire : les Bété*. Mouton, Paris, La Haye, 1962, p. 85.)

(2) Il s'agit du mariage effectif et non de la promesse de mariage que font les parents dès l'âge de quatre ou cinq ans. « La compétition pour les femmes est telle que la même fille est couramment promise, dès l'âge de trois ou quatre ans, à plusieurs garçons » (D. PAULME, 1962, p. 65).

même, qu'elle ait déjà une certaine maturité pour assurer son choix, et surtout pour éviter que celle qui aurait commencé des études ne soit obligée de les interrompre (3).

Il est bien certain que pour parvenir à obtenir l'application de la loi, il sera d'abord nécessaire de pouvoir faire la preuve de l'âge des futurs conjoints, ce que permettra l'état civil, dans une vingtaine d'années au plus tôt. D'autre part, afin de ne pas élever excessivement l'âge au mariage des jeunes hommes, il fallait empêcher les plus âgés de prendre plusieurs épouses : ce que permet l'article 2.

Il est bien évident que cet article est le sommet et le point crucial de tout l'édifice des lois élaborées par le législateur ivoirien.

En optant pour la monogamie (4), la Côte-d'Ivoire assure ainsi l'égalité des sexes inscrite dans sa constitution. Elle rompt ainsi avec les coutumes, immémoriales pour les populations animistes, plus récentes pour les musulmans, à qui le Droit islamique tolérait — sans qu'il y ait obligation — jusqu'à quatre épouses. La Côte-d'Ivoire ne fait en cela que suivre la voie tracée par des pays cependant entièrement acquis à l'Islam comme la Turquie et la Tunisie.

On est en droit de rechercher les causes de la très grande extension actuelle de la polygamie (mariages d'un homme avec plusieurs épouses simultanées). Il a été beaucoup écrit à ce sujet : les raisons de cette institution seraient à la fois d'ordre sexuel, d'ordre économique, d'ordre social, plus particulièrement au niveau des valeurs.

En ce qui concerne le premier point, et sans faire intervenir une différenciation entre « les besoins » dont on ne connaît pas les données, il semble que des coutumes particulières vont dans le sens de la nécessité pour l'homme d'avoir plusieurs épouses. Il s'agit des interdits sexuels après la naissance que l'on retrouve dans tous les groupes de Côte-d'Ivoire. Ils étaient autrefois de très longue durée et correspondaient dans une certaine mesure avec la durée de l'allaitement : 2 à 3 ans en moyenne, jusqu'à 4 ans chez les Guéré et chez certains Malinké de la région de Touba.

Il est étonnant que ces derniers, qui cependant se considèrent comme musulmans, ne respectent pas le délai de 40 jours prescrit par le Coran. Aujourd'hui, d'une manière générale, sauf chez les Guéré et les Malinké qui prétendent encore respecter l'ancienne coutume, la durée de l'interdit sexuel est réduite à la période pendant laquelle l'enfant ne peut se tenir debout. Il est levé dès que l'enfant commence à marcher. L'évolution va

---

(3) J'avais aussitôt commencé à regretter (mon mariage précoce) voyant mes études prématurées (*sic*)... Je demande justice. Je pouvais bien devenir quelqu'un si j'avais continué mes études » (Demande en divorce d'une jeune femme de la région de Korhogo).

(4) Bien entendu, le principe de la non-rétroactivité des lois est respecté. Les mariages polygames, contractés antérieurement à celle-ci et selon la tradition, demeurent valables.



donc, dans le sens de sa réduction, mais il semble que l'on craigne encore la mort de l'enfant en cas de transgression de l'interdit actuel. Bien que cette coutume ne soit jamais évoquée par les intéressés pour justifier le maintien de l'institution polygamique, il serait peut-être possible d'en réduire la portée par un système d'éducation approprié.

Les raisons mises en avant pour expliquer la nécessité de la polygamie sont généralement d'ordre domestique et économique. La division du travail entre les sexes fait que seule la femme peut préparer les repas. Cette charge donne aux femmes un moyen de pression sur leur époux, mais elle les astreint à ne pas quitter leur foyer. « Comment vivrons-nous avec nos enfants, si notre femme unique est obligée de s'absenter pour accomplir une visite dans son village d'origine ? » C'est une objection qui revient souvent dans les réponses des villageois, surtout de l'Ouest du pays où la conception du travail extra-familial salarié est sinon inconnue, du moins encore peu admise.

D. Paulme (op. cit., p. 78) donne un échantillon des réponses faites au sujet de la polygamie... « Par la polygamie l'homme cherche des aides pour son travail de tous les jours... L'homme épouse plusieurs femmes dans l'espoir d'avoir de nombreux enfants... Plus les femmes sont nombreuses, moins les travaux des champs sont fatigants... C'est l'exécution du travail des champs qui impose surtout la polygamie. »

Ces réponses sont corroborées par les observations de Meillassoux (op. cit., p. 213) « Les femmes ne sont pas seulement des travailleuses, elles sont aussi et surtout la source de toute dépendance future et leur progéniture est encore plus appréciée que leur force de travail ».

D'après Niangoran (5) (op. cit., p. 147-148) « Trois idées-force reviennent constamment dans les explications que les Abouré avancent pour justifier la polygamie... la survie du lignage paternel, les nécessités économiques et des questions d'ordre religieux. »

Il montre l'importance du facteur économique en précisant que « le plus fort pourcentage de ménages polygames se rencontre chez les Abouré de la zone forestière, c'est-à-dire chez les planteurs Ehivé de la région de Bonoua ».

Il semble qu'il y ait, en ce qui concerne la polygamie comme moyen d'obtenir une main-d'œuvre rentable, un mauvais raisonnement. « Ce calcul est un leurre, car le mariage entraîne... de multiples charges : outre la dot, en hausse constante, le mari, du jour où il a fait sa demande, se trouve en état de dette perpétuel à l'égard de ses futurs beaux-parents » (D. Paulme, op. cit., p. 78-79). Ce raisonnement est comparable à celui que faisaient les planteurs européens qui bénéficiaient d'une main-d'œuvre

(5) Cet auteur signale par ailleurs que la loi 50 772 du 30 juin 1950, connue sous le nom de loi Lamine Gueye et qui concerne le régime des prestations familiales a accéléré la polygamie chez les fonctionnaires.

à très bon compte, grâce au travail forcé. Son abandon devait amener leur ruine, disaient-ils. En réalité, ils ont été obligés de trouver des méthodes de travail plus rationnelles et plus conformes au droit des gens. Le rapprochement a été exposé à certains planteurs bété qui ont reconnu qu'il y avait une leçon à méditer.

Il n'en reste pas moins que la polygamie restera encore longtemps un idéal sur le plan des valeurs sociales, certainement les plus difficiles à réformer. « Tous aspirent à la polygamie. Désir compréhensible chez des jeunes gens qui y voient le signe manifeste de la réussite sociale... Un homme... ne peut être tenu pour « glorieux » s'il ne possède plusieurs épouses ». (D. Paulme, op. cit., p. 78-79). Dans l'ensemble de la Côte-d'Ivoire, et dans la mesure où d'autres valeurs ne viendront pas remplacer celle-ci, la possession de plusieurs épouses constituera encore longtemps un important facteur du prestige social. Ceci n'est que la survivance d'une très ancienne conception du droit africain qui était davantage un Code des personnes que celui des biens. Il n'est pas paradoxal de prendre comme exemple la compensation matrimoniale qui ne faisait qu'exprimer la valeur que le groupe qui cédait une femme attachait à celle-ci.

Ce n'est que dans les milieux évolués, urbanisés en général, que la possession de biens matériels contre-balance celle de plusieurs femmes.

L'interdiction de la compensation matrimoniale (6), bien que n'étant pas incluse dans la loi sur le mariage, doit cependant être analysée dans le cadre de celle-ci dont elle constitue un élément essentiel. En effet la compensation matrimoniale est une institution qui se retrouve dans tous les groupes sociaux de la Côte-d'Ivoire, même si pour certains elle ne constitue qu'un geste symbolique.

Cette institution est le témoignage d'un état des sociétés ivoiriennes qui est en voie de disparaître. La base de leur organisation sociale était le groupe familial considéré dans le passé aussi bien que dans le présent et l'avenir. Le lignage regroupait tous les descendants d'un ancêtre dont on pouvait préciser les liens d'ascendance : il constituait l'unité fondamentale de la société, dans laquelle l'individu ne représentait rien, sinon un des éléments constitutifs dépendant étroitement de l'ensemble. Cette situation est demeurée inchangée dans ses grandes lignes jusqu'à la colonisation européenne. L'impact de celle-ci s'est caractérisé par des actions autoritaires vis-à-vis de la population autochtone : déplacements de villages, conscription, travail obligatoire, qui ont abouti, soit directement, soit indirectement quand ceux qui y étaient astreints cherchaient à y échapper, à opérer une rupture entre des individus et leur groupe familial. Certains ont ainsi pris conscience de leur personnalité et des possibi-

---

(6) Loi 64 381, Article premier... à compter du jour où ces lois seront devenues exécutoires, les lois, les règlements et les coutumes antérieurement applicables cesseront d'avoir effet, dans les matières qui sont l'objet desdites lois.

lités de se soustraire à la contrainte sociale. L'introduction d'une économie nouvelle, en offrant une contrepartie monétaire en échange de la production agricole de type industriel, a créé la notion de profit personnel et développé sa recherche hors du cadre traditionnel. La rupture avec l'ancien ordre s'est manifestée par des appropriations individuelles du sol, par la vente de terres dans certains groupes, par un refus implicite d'obéissance à la génération des anciens qui étaient les dépositaires de l'autorité. La fragmentation du lignage est directement perceptible sur le plan de la production : celui-ci cesse d'être l'unité de base. La famille restreinte, et de plus en plus fréquemment le ménage polygame joue ce rôle élémentaire. Les perspectives du législateur ivoirien vont donc dans le sens de la tendance actuelle qui fait passer l'ancienne société lignagère à une société de type conjugal. Si la loi précède le changement massif et complet, elle ne fait que suivre le modèle fourni par l'évolution spontanée qui s'est opérée depuis l'introduction de l'économie moderne.

Dans ces conditions, elle devait faciliter la suppression des formes anciennes qui ne répondaient plus à une fonction réelle, mais qui se sont perpétuées symboliquement dans certains cas, ou qui se sont développées excessivement dans d'autres. La fonction de la compensation matrimoniale (dot) répondait au besoin de faciliter la circulation des femmes et de substituer à l'échange restreint entre deux groupes un échange plus général. En fait, le mariage entre un homme et une femme ne pouvait avoir lieu que dans la mesure où ils appartenaient chacun à un lignage. Un de ceux-ci donne une fille en échange d'une contrepartie. Celle-ci ayant été versée, la femme dépend du lignage de son mari davantage que de ce dernier. En effet si celui-ci vient à décéder, la femme passe à un de ses frères, aîné ou puîné selon les cas, mais reste dans le lignage qui a payé la dot. Cette institution du lévirat se retrouve dans l'ensemble des populations de la Côte-d'Ivoire : dans certains groupes, comme les Guéré, les co-épouses d'un homme qui meurt échoient en héritage, en l'absence de frère, à ses propres enfants. Il peut y avoir mariage effectif, si une des femmes est encore jeune, avec l'un de ceux-ci, par ordre de séniorité, s'il n'est pas son propre fils. Ces pratiques mettent en évidence la fonction de la compensation matrimoniale.

Celle-ci s'exprimait généralement en nature et en services, fournis par le futur époux au profit de ses beaux-parents, sous forme de prestations en travail avec l'aide de toute sa classe d'âge. Cette institution, quasi universelle en Afrique Occidentale, se retrouve encore parfois symboliquement dans toute la Côte-d'Ivoire, sauf chez les Bété. La raison en est simple : ils ne pratiquaient naguère encore que la chasse, la cueillette et une sorte de proto-culture. La compensation matrimoniale y atteignait déjà un montant élevé en nature, avant l'introduction de la monnaie. D'une manière générale, dans tout l'Ouest du pays, celle-ci est devenue l'unique contrepartie : en s'adaptant aux ressources des producteurs de café, elle

se chiffre aujourd'hui par centaines de milliers de francs. Il semble que tous les intéressés à cette transaction soient d'accord pour que son montant atteigne le niveau le plus élevé possible. Les parents de la fille y ont un intérêt matériel direct, la fille y gagne en prestige, celui-ci rejaillit sur la famille de l'époux et ce dernier tient à ce que sa femme soit « dotée » aussi richement que possible afin qu'elle lui obéisse et que personne ne puisse venir la lui arracher. Celui qui enlève la femme d'autrui doit en principe rembourser la compensation matrimoniale que le précédent mari a versée. Le montant élevé de celle-ci ne joue d'ailleurs pas le rôle que lui attribuent les populations de l'Ouest, plus particulièrement les Bété et les Gouro. Il semble, au contraire, que les femmes, plus soucieuses du prestige social que leur confère une telle dot que de l'attachement à leur mari, n'aient de cesse de la faire verser au plus grand nombre possible d'hommes. L'abandon du domicile conjugal, souvent justifié par le comportement du mari, semble être un jeu auquel depuis longtemps déjà l'administration coloniale a essayé de mettre fin. Mais pas davantage que pour la limitation du montant de la dot, ses efforts dans ce sens n'ont eu le moindre succès. Depuis l'application du nouveau droit qui fait de l'abandon de famille et du domicile conjugal une cause de divorce, de nombreuses plaintes ont été déposées par les Bété de Daloa contre leurs femmes. Plaintes si nombreuses que pour enrayer cette véritable épidémie d'abandons de famille, les magistrats ont dû recourir à des sanctions pénales et pour cela faire appel à une ancienne loi (articles 337 et 338, décret du 19 novembre 1947. J.O. A.O.F., p. 1234) punissant l'adultère de la femme de 3 mois à 2 ans de prison et son complice à la même peine plus une amende de 24 000 à 480 000 F. La peine prend fin si le mari consent à reprendre sa femme.

En face d'une telle situation, on peut se demander comment les Bété, et dans une moindre mesure les populations forestières de l'Ouest, vont réagir aux prescriptions de la loi interdisant la demande de compensation matrimoniale, et sanctionnant lourdement les contrevenants. La peine prévue est de six mois à deux ans de prison plus une amende égale à deux fois la valeur de la dot réclamée et au moins égale à 50 000 F.

On ne saurait tenir pour acquis l'acceptation de circonstances, en réponse aux questions que pose un enquêteur étranger. Par contre s'il est connu et qu'on lui fasse confiance, on lui affirme fermement que la suppression de la dot est impossible. Ce qui est certain c'est qu'elle est inconcevable, même pour les jeunes hommes qui ne sont pas encore mariés. Or, ils constituaient en principe la seule opposition sur laquelle on aurait pu s'appuyer pour amener à la disparition de cette coutume...

Les effets du mariage sont nombreux : il crée la famille légitime (article 50); les époux s'obligent à la communauté de vie, ils se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance (art. 51). Ils doivent des ali-

ments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin. Les gendres et belles-filles doivent également, dans les mêmes circonstances, des aliments à leurs beau-père et belle-mère... (art. 55).

Le législateur ivoirien a voulu prévenir les cas où une trop forte personnalisation du ménage risquerait d'amener les époux à cesser toute aide à leurs parents. Il souhaite qu'à la cohésion de la famille nouvelle participent aussi les ascendants : la loi permettra de maintenir la solidarité traditionnelle, en rendant obligatoire l'aide en nature, en espèces ou en services aux parents du couple.

Dans la communauté, le mari est le chef de la famille (art. 58). Le choix de la résidence de la famille appartient au mari; ce qui paraît aller de soi dans la plus grande partie de la Côte-d'Ivoire où la résidence est patrilocale. Ce principe souffre quelques exceptions, notamment chez les Sénoufo de la région de Korhogo, de filiation matrilineaire. La résidence de chacun des époux reste fixée dans le village d'origine, ce qui oblige l'homme polygame, encore plus que le monogame, à des déplacements incessants entre ses différents foyers. On peut voir dans le succès de la nouvelle loi sur le mariage un effet de cette coutume propre à une partie du pays Sénoufo.

Le mariage institue la communauté de biens (réduite aux acquêts) qui doit renforcer l'unité de la famille conjugale. En effet l'union traditionnelle ne créait pas cette communauté, chacun des époux se sentant toujours plus près de son lignage que de son conjoint. « Le mari africain... retient jalousement ses droits de propriété, il n'y a jamais régime de communauté entre époux... la femme agit de même, elle garde le contrôle des biens acquis par son travail » (D. Paulme, *Femmes d'Afrique Noire* — Mouton, Paris, La Haye, 1960, p. 12).

Dorénavant, en tant que chef de famille, le mari administrera les biens communs et les biens personnels des époux (art. 74). On comprend les mobiles qui ont poussé le législateur ivoirien à renforcer l'unité du ménage tout d'abord sur le plan économique, mais le fait que le mari peut, par exploit d'huissier, se faire verser le salaire de sa femme (art. 74) n'est-il pas en contradiction avec le principe d'égalité des droits et de réciprocité? Il est à prévoir que les femmes ivoiriennes qui considèrent ce code comme une promotion féminine qu'elles ont acquise par leur action, sauront lutter contre les abus qui pourraient éventuellement résulter de la situation privilégiée de l'homme dans la conduite des affaires du ménage.

### **Loi n° 64 376 relative au divorce et à la séparation de corps (41 articles)**

*Article premier* : Les juges peuvent prononcer le divorce ou la séparation de corps, à la demande de l'un des époux.

- 1°) Pour cause d'adultère de l'autre.
  - 2°) Pour excès, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre.
  - 3°) Lorsque le conjoint a été condamné pour des faits portant atteinte à l'honneur et à la considération.
  - 4°) S'il y a eu abandon de famille ou du domicile conjugal.
- Quand ces faits rendent intolérable le maintien du lien conjugal et de la vie commune.

Il ressort que la stérilité ou l'impuissance ne peuvent constituer des causes expresses de divorce. La rupture avec le système traditionnel est totale non seulement dans l'esprit, puisque le mariage n'est plus conçu comme une union sexuelle dont l'une des fins est la procréation, mais dans sa réalité totale. En effet, si la stérilité de la femme était très rarement considérée comme une cause de répudiation, la possibilité de prendre une seconde ou une troisième épouse était un palliatif courant. Dans des sociétés où la fécondité est la qualité la plus appréciée chez une femme, il ne semble pas que le maintien de liens d'un mariage sans enfant soit une attitude réaliste. Elle paraît en tout cas incompatible avec le souci dominant d'assurer la cohésion du ménage. C'est sans doute le fait que le divorce entraîne des incidences pécuniaires qui a conduit à ne pas considérer la stérilité comme une faute devant être sanctionnée au préjudice de l'un ou de l'autre des conjoints. La séparation de corps, qui peut être prononcée aux torts réciproques des époux, et être convertie en divorce après un délai de trois ans, offre cependant la possibilité de rompre le mariage par consentement mutuel.

Même si le législateur voulait encourager l'adoption, il eût été judicieux de rendre le divorce plus facile en cas de stérilité ou d'impuissance. Par contre, il était légitime qu'il soit plus difficile à rompre dans la mesure où des enfants sont nés de ce mariage. La loi a prévu des tentatives de réconciliation, ce n'est qu'en cas d'impossibilité de conciliation entre les deux époux que le tribunal peut rendre, en audience publique, un jugement décidant du sort des enfants, de la pension alimentaire que doit verser l'époux coupable à l'époux innocent dans le besoin, des dommages-intérêts accordés à l'époux innocent pour le préjudice moral ou matériel éventuellement subi du fait du divorce ou de la séparation de corps.

### **Loi 64 377 relative à la paternité et à la filiation (32 articles)**

*Article premier* : L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari; néanmoins, celui-ci pourra désavouer l'enfant.

Le père peut désavouer sa paternité s'il peut prouver qu'à l'époque de la conception, entre le 300° et le 180° jour avant la naissance de l'enfant, il était dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa

femme. Par contre (art. 2) il ne peut désavouer l'enfant pour cause d'impuissance personnelle ou d'adultère.

Le désaveu en paternité est absolument étranger à la tradition africaine; tous les enfants de la femme mariée font partie de la famille, même si le mari était manifestement absent au moment de la conception. Le concept africain de la paternité est celui de la prééminence du père social sur le géniteur. L'article premier introduit ici une restriction qui semble n'avoir pour raison qu'un besoin de symétrie, en effet, et c'est là une distinction très nette avec le Code civil français, le mari peut reconnaître un enfant né de son commerce adultérin avec le consentement de son épouse légitime (art. 22).

Aussi d'une manière assez générale, le législateur permet à tous les enfants nés dans le mariage ou hors du mariage d'avoir les mêmes droits. Cette disposition correspond à la conception traditionnelle que tout enfant doit être intégré à une famille. Dans l'état actuel de la société ivoirienne, et dans les milieux les plus évolués, administrateurs, hauts fonctionnaires, commerçants ou planteurs importants, ces dispositions sont unanimement approuvées, les hommes déclarent accepter tous les enfants de leur femme, sans discussion, à condition qu'ils puissent légaliser les fruits de quelques écarts de conduite bien excusables dans une telle situation (c'est-à-dire dans la période du passage de la polygamie à la monogamie). De leur côté, leurs femmes préfèrent consentir à la reconnaissance de ces enfants adultérins, « à condition qu'ils ne soient pas trop nombreux », plutôt que profiter de cette occasion pour demander le divorce : en rappelant que l'adultère en est une des causes, c'est d'une épée de Damoclès dont chacun dispose en cas d'infidélité — ayant porté des fruits — de l'autre.

Si dans un premier temps, cette menace n'est pas mise à exécution, il est possible que par la suite, avec l'évolution des mœurs, cette disposition puisse provoquer de nombreux divorces.

### **Loi n° 64 378 relative à l'adoption (27 articles)**

L'adoption a pour but de donner des enfants nés d'autrui à des personnes qui n'en ont pas, mais qui désireraient en élever ou en faire leurs héritiers.

L'adoption est soumise à des conditions précises; entre autres, l'adoptant doit être âgé de plus de 35 ans et ne pas avoir d'enfant. Si les adoptants sont mariés, l'un d'eux doit avoir au moins 35 ans; ils doivent être mariés depuis plus de 10 ans.

Cette clause n'est pas sans rapport avec la non-reconnaissance par la loi de sa stérilité et de l'impuissance comme cause de divorce. Il semble que le législateur ait voulu au moins implicitement que les enfants abandonnés, ou sans père, puissent trouver une famille.

En privilégiant le consentement des époux et l'affection qu'ils ont l'un pour l'autre, comme base du mariage, le législateur a affirmé son caractère consensuel. Il ne pouvait dès lors être rompu pour cause de déficience physique. Par l'adoption, il offre une possibilité de pallier une telle éventualité, et de sauvegarder les liens du mariage.

### **Loi n° 64 379 relative aux successions (140 articles)**

#### **Chapitre III. — Section première. — Article 8.**

Les successions sont déferées aux enfants et descendants du défunt à ses ascendants, à ses parents collatéraux, et à son conjoint survivant, dans l'ordre et suivant les règles ci-après déterminées.

*Art. 10 :* Toute succession ou partie de succession échue à des ascendants ou à des collatéraux se divise en deux parts égales, l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle...

*Art. 12 :* La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations : chaque génération s'appelle un degré.

*Art. 13 :* La suite des degrés forme la ligne. On appelle ligne directe la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre, ligne collatérale la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

*Section III. — Art. 22 :* Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeules ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages ou nés hors mariage. Ils succèdent par égales portions et par tête...

Il convenait d'exposer ces dispositions, au moins dans leurs grandes lignes, pour en montrer l'esprit fondamentalement différent des caractères profonds des successions traditionnelles.

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment (voir tableau) deux systèmes de succession traditionnels se partagent le territoire de la Côte-d'Ivoire.

A l'ouest du Bandama se trouvent des populations de filiation patrilinéaire, c'est-à-dire où la succession se fait dans la branche masculine, du côté du père.

A l'est du Bandama, s'étend le domaine des populations de filiation matrilineaire, où la succession se fait dans la branche féminine, du côté de la mère. Le frère de celle-ci joue le rôle de père envers les enfants. Le terme de matriarcat, employé par le législateur ivoirien, est donc absolument impropre au regard de l'anthropologue social (7).

---

(7) Le matriarcat « est une vue de l'esprit apparue chez les théoriciens du XIX<sup>e</sup> siècle » (D. PAULME, 1960, p. 13). Sauf exceptions rarissimes en Afrique, la détention de l'autorité appartient partout aux hommes, même si elle se transmet par voie utérine.



Dans le Nord-Ouest du pays, les populations islamisées sont bien entendu patrilinéaires, mais on peut trouver chez les paléonigritiques — Lobi et Sénoufo — qui le sont également dans l'ensemble, des tribus de tradition matrilineaire, comme les Nafara de la région de Korhogo.

Au point de vue terminologie, il ne faut pas confondre succession et héritage. La première est transmission du pouvoir sur les personnes et les valeurs traditionnelles, le second ne représente que des biens dans leur acception moderne. Dans la société africaine l'essentiel concernait la succession : chaque groupe familial, généralement un segment de lignage, avait un chef, le plus ancien qui détenait l'autorité. A sa mort, celle-ci passait à son frère puîné qui prenait en charge tous les membres de la famille. Ce n'est que lorsqu'il n'y avait plus de frère que la succession passait au fils aîné du frère aîné (principe de séniorité). Chacun de ces détenteurs de l'autorité n'était pas l'héritier à titre personnel des biens du mort. Il n'était que le gérant, l'administrateur des biens de la famille qu'il devait transmettre à son tour à sa mort. L'aîné de la famille avait donc des droits limités sur les biens, mais il avait aussi des devoirs envers les membres de son lignage, en premier lieu, il était chargé de leur assurer la subsistance, l'éducation et, lorsque le moment était venu, il devait leur procurer une épouse.

L'introduction de l'économie monétaire et des biens de type nouveau a rompu l'équilibre de ces sociétés communautaires. Les biens matériels acquis par un individu sont maintenant considérés comme ses biens propres, il entend généralement que ses enfants en héritent. L'existence de ce double secteur pose des problèmes qui sont souvent source de conflits, aussi bien parmi les populations patrilinéaires que matrilineaires. En voici un exemple récent pris chez les Bété.

« Dans mon village, en février 1959, à la suite du décès d'un père de famille qui laissait plusieurs fils majeurs dont certains mariés et pères de famille, c'est le frère du « de cujus » qui hérita de tous les biens, argent liquide, bo (quête faite lors de l'inhumation), les armes, tous les objets de valeur, les plantations. Il consentit cependant à laisser la moitié de la terre aux fils du défunt... Le père, avant sa mort, avait fait un testament en leur faveur. Cependant, le chef du village appelé à trancher le différend approuva l'attitude de l'oncle en se basant sur la coutume, lésant ainsi les fils de l'héritage de leur père. » (J. Sérélé, Séri Daloa et la race bété (manuscrit), pp. 300-301, cité par D. Paulme, 1962, p. 65.)

Chez les matrilineaires, la succession, lorsqu'elle changeait de génération, n'allait pas au fils, mais au neveu, fils de l'oncle maternel, frère de mère. C'est encore aujourd'hui la règle générale chez les Baoulé de la savane où les biens de type nouveau ne sont pas très importants : mais la situation est très différente chez ceux de la zone forestière qui possèdent des plantations et des revenus monétaires élevés. De nombreux cas ont été relevés, il y a déjà une dizaine d'années, parmi les planteurs baoulé,

originaires de la savane, mais émigrés dans la forêt avec leur famille. Si dans l'ensemble, ils acceptaient que les richesses traditionnelles, l'or, les fétiches, les pagnes de valeur, aillent suivant la coutume à leur neveu, en revanche, ils tenaient beaucoup à ce que leurs fils restent les seuls héritiers des plantations, des maisons, de tous les biens acquis par leur travail personnel. S'ils y parvenaient, c'était souvent sous peine de rupture avec leur groupe d'origine. Parfois le père qui veut laisser son héritage à son fils tourne la coutume : au lieu d'établir ses plantations sur les terres de son groupe, il va les installer sur celles de sa femme. Celle-ci peut les transmettre à son fils.

D'une manière générale, les fils qui se sentent ainsi menacés de ne pas hériter des biens de leur père, n'ont pas intérêt à travailler sur les plantations de ce dernier. Ils ne le font que dans la mesure où ils se sentent obligés moralement de l'aider et de participer au travail commun. Ce manque de dynamisme sur le plan de production agricole, et éventuellement de toute autre entreprise est éminemment préjudiciable à l'économie ivoirienne. Un des buts de la loi est de favoriser celle-ci et par là même de permettre aux jeunes gens qui travaillent l'exploitation familiale de profiter justement de leurs initiatives et de leurs peines.

Cette solution paraît admise sans réticence dans la plus grande partie du pays agni. Les autorités traditionnelles supérieures de l'Indénié et du Sanwi n'y font pas obstacle en ce qui concerne les biens acquis à titre personnel. Il restait à résoudre le problème des biens traditionnels que chaque chef de famille transmettait selon la coutume en les augmentant, si possible. La solution conseillée en haut lieu est la suivante : « Comme l'a souligné le chef de l'État, il appartiendra aux responsables des familles, aux élites, de rechercher, en donnant l'exemple du désintéressement, de l'esprit de justice et d'égalité, les solutions d'un partage équitable et de nature à recueillir l'accord de tous les intéressés » (Rapport de M. Vamié Doumouya, Fraternité 16 octobre 1964).

Dans certaines populations matrilineaires, comme les Abouré, cette solution sera-t-elle adoptée? Ce groupe s'orientait plutôt vers le partage de l'héritage en deux parties. Pour lors, si la moitié des biens revient au fils, « l'autre moitié sera une contribution du défunt au trésor familial, c'est-à-dire reviendra comme par le passé au neveu » (Niangoran, op. cit., p. 146). Le législateur ivoirien et le chef de l'État réussiront-ils à désacraliser ces biens et à les transformer en investissements productifs? Il est encore trop tôt pour pouvoir répondre à cette question qui est celle du passage de la société lignagère à la société conjugale.

S'agissant des sociétés patrilineaires, il semble que l'évolution serait plus rapide, au moins dans les zones forestières, car dans les régions islamisées du Nord-Ouest, où la cohésion des grandes familles de type classique ne paraît pas diminuer, celles-ci ne paraissent pas se sentir concernées par les lois nouvelles. Il est vrai que dans l'ensemble ces sociétés

sont encore à un degré d'évolution caractérisé par la prédominance d'un large secteur d'économie de subsistance. On peut en dire autant de certaines populations du Nord-Ouest de la Côte-d'Ivoire comme les Lobi ou les Koulango.

### **Loi n° 64 350 relative aux donations entre vifs et aux testaments (109 articles)**

Cette loi permet à des individus d'attribuer de leur vivant ou après leur mort une partie de leurs biens à des personnes qui, d'après la loi sur les successions, ne sauraient prétendre à l'héritage.

Toutefois, nul ne peut léguer par testament ou donner de son vivant plus du quart de ses biens, s'il a des descendants en ligne droite; plus de la moitié s'il a des collatéraux, des ascendants ou un conjoint survivant.

Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, le testament n'était pas une disposition inconnue en Côte-d'Ivoire mais dans la mesure où son contenu lèse les intérêts du groupe traditionnel, celui-ci n'en tient pas compte. Ce n'est que dans la mesure où toutes les autres mesures prévues par les lois nouvelles seront respectées que les volontés testamentaires pourront être appliquées.

*Loi n° 64 381 relative aux dispositions diverses applicables aux matières régies par les lois sur le nom, l'état civil, le mariage, le divorce et la séparation de corps, la paternité et la filiation, l'adoption, les successions, les donations entre vifs et les testaments... (25 articles).*

Le chapitre III portant sur les dispositions particulières applicables à la dot perçue à l'occasion des mariages célébrés selon la tradition est de loin le plus important. Les considérations relatives à ce chapitre ont été examinées avec la loi sur le mariage. Rappelons que l'article 20 stipule que : « l'institution de la dot, qui consiste dans le versement au profit de la personne ayant autorité sur la future épouse, sur le futur époux ou sur la personne ayant autorité sur lui, d'avantages matériels conditionnant la réalisation du mariage traditionnel, est immédiatement abolie ».

*Loi n° 64 382 portant fixation des modalités transitoires à l'enregistrement des naissances et des mariages non déclarés dans les délais légaux lorsqu'un jugement transcrit sur les registres de l'état civil n'a pas suppléé l'absence d'acte. (21 articles).*

## CONCLUSION

Une grande partie des lois instituant un droit civil ivoirien paraissent à première vue en contradiction très nette avec la plupart des institutions coutumières de Côte-d'Ivoire. Celles-ci, très nombreuses, diffèrent d'une population à l'autre. Cependant des problèmes communs permettent d'en regrouper quelques-unes et de tracer des limites entre les populations forestières de l'Ouest — où le problème majeur est celui de la compensation matrimoniale — et celles de l'Est, où celui de la succession matrilineaire est dominant. D'autre part, le Nord ne s'oppose au Sud que dans la mesure où les groupes islamisés considèrent la polygamie comme une institution supra-humaine puisqu'ils la tiennent de la loi coranique. Les autres groupes du Nord-Est non islamisés ont des problèmes qui sont communs à tous les groupes, sans que l'acuité y atteigne le même degré.

D'une manière très générale, les lois nouvelles rompent avec les coutumes traditionnelles d'une société où les liens familiaux étaient le caractère dominant. Elles sont faites pour une société de type conjugal où le ménage monogame constitue l'unité de base.

L'évolution qui a pris naissance en Côte-d'Ivoire avec l'impact des colonisateurs et qui s'est amplifiée avec le développement des cultures commerciales, va dans le sens des lois nouvelles. Cette évolution n'est pas uniforme, certaines populations y sont plus engagées que d'autres, et à l'intérieur de chacune d'elles, des secteurs sont en avance alors que d'autres apparaissent comme conservateurs des formes traditionnelles. Quoi qu'il en soit, le processus est irréversible : même si l'on constatait certains retours en arrière, sous l'influence d'une crise, économique ou autre, il est certain que les tendances sur lesquelles le législateur ivoirien s'est basé pour définir les structures futures de la société correspondent à une réalité inéluctable.

Cependant, si l'on tient compte de l'ensemble des populations ivoiriennes, le droit qu'il instaure est très en avance par rapport à leur état actuel.

Les responsables politiques ne l'ignorent pas et s'ils cherchent à accélérer son application, ce n'est pas en employant des sanctions qu'ils comptent y parvenir, mais par la persuasion. Toutefois, en ce qui concerne le paiement de la compensation matrimoniale, dont la fonction originale a été nettement transgressée, ils ont pris une mesure d'interdiction immédiate, sans pour autant rejeter la nécessité des explications (8).

---

(8) « Nous procédons, en Côte-d'Ivoire, par le dialogue. Il faut convaincre nos concitoyens de la nécessité d'une réforme avant de passer à sa réalisation » (M. le Président de la République cité dans le Bulletin d'information de la Côte-d'Ivoire du 18 septembre 1964).

En dehors de cette mesure et de l'obligation des déclarations à l'État civil, sous peine d'amende, l'application des lois se fera d'une manière progressive puisqu'elles n'auront comme seule sanction que le cadre administratif général. Les pratiques qui demeureront en dehors de ce cadre pourront-elles se perpétuer, comme par exemple la succession matrilineaire?

Il est certain que ce n'est que dans la mesure où la Justice sera amenée à trancher un différend de cet ordre que la loi pourra être appliquée. Mais la possibilité même de faire appel à la Justice ne constituera-t-elle pas un moyen d'accélération du processus d'application?

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où aucun conflit ne résultera de la conservation des institutions traditionnelles, celles-ci continueront à jouer leur rôle. La réduction de l'influence de ce secteur se fera donc progressivement, comme il en a été dans tous les pays qui ont au cours des temps adopté des lois nouvelles. « Le soin a été laissé au temps d'arranger les choses » dit un rapport de présentation en ce qui concerne la polygamie. Mais il ne fait pas de doute que ce temps sera mis à profit pour faire comprendre aux jeunes filles qui ne sont pas encore informées — comme le cas est fréquent dans certains villages du Nord-Ouest — que la polygamie n'est pas la seule conception du mariage, et qu'elles sont libres — au regard de la loi — de refuser d'épouser le conjoint choisi par les parents. Cette possibilité commence à être connue, dans des régions aussi traditionnellement paternalistes qu'Odiénné par exemple, où des jeunes filles, mariées contre leur gré, viennent demander le divorce.

S'inspirant du Code civil français, le nouveau Code ivoirien est imprégné de l'esprit africain, notamment en ce qui concerne les enfants qui, nés dans le mariage — de type nouveau — ou hors mariage auront le même statut. Il semble cependant parfois que le souci de conserver une coutume comme la non-répudiation d'une femme stérile, bien qu'elle s'identifie au Droit français, s'oppose très nettement à la conception africaine du mariage. Celui-ci a pour but la création d'une nombreuse famille, ce qui va aussi dans le sens des intérêts du pays. Dans l'ancien ordre des choses la polygamie résolvait le problème, mais l'adoption du mariage monogame en posera de graves aux hommes qui du fait de la stérilité de leur épouse ne pourront avoir de descendance. Pour une longue période encore, et sauf exceptions, la communauté conjugale ne sera effective qu'avec la naissance du premier enfant.

En ce qui concerne la direction du patrimoine familial, la situation privilégiée du mari ne risque-t-elle pas de rendre purement nominal le principe de la pleine capacité des droits reconnus à la femme?

Il est bien certain que la femme ivoirienne n'acceptera cette condition que dans la mesure où le mari saura composer avec elle.

Ces critiques paraissent mineures si on considère l'ensemble du travail accompli par le législateur ivoirien. Il a créé les cadres légaux d'un

pays qui a pour objectif d'accéder à un niveau économique et social comparable à celui des pays développés.

Il les a conçus dans une perspective historique impliquant un déterminisme économique certain. La législation nouvelle doit faciliter à son tour l'adoption de structures nouvelles et constituer un moyen de transformation efficace. Sur le plan humain, dans le double système d'opposition : anciens-jeunes et hommes-femmes, elle joue sur les plus dynamiques. Les jeunes gens intéressés à la suppression de la dot, au mariage consenti, à l'héritage des parents ; les femmes, par la promotion sociale qu'elles obtiennent doivent être les bénéficiaires et les meilleurs défenseurs des lois nouvelles.

La scolarisation contribuera grandement à leur diffusion. Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger de leur efficacité, leur réalisme permet de croire à leur adoption mesurée, différenciée, mais progressive.

H. RAULIN

*Chargé de recherches au C. N. R. S.*